

**Congrès CGE 2018 : « Grandes écoles et transformations sociétales »
Xavier Bertrand, président de la Région Hauts-de-France**

**« ce qui m'intéresse avec les travaux de la CGE, c'est de savoir comment on
peut avoir un temps d'avance »**

[Voir l'intervention de Xavier Bertrand en vidéo](#)

Ce n'était pas prévu. Nous sommes très fiers de vous accueillir pendant une journée et demie. Je tenais à venir vous saluer et à échanger un court instant avec vous. Le thème m'intéressait beaucoup. Votre remarque me parle beaucoup. Je ne suis pas dans la logique d'une jacquerie girondine. Je ne suis pas aujourd'hui à brûler ce que j'ai adoré auparavant lorsque j'étais de l'autre côté de la barrière en tant que ministre mais je dois reconnaître qu'aujourd'hui notre système ne fonctionne pas comme il le devrait. Je pense qu'on est à la veille d'une bascule qui est tout simplement indispensable si nous voulons que ce pays devienne efficace pour rester pionnier en matière d'excellence mais aussi pour réduire un certain nombre de fractures. Vos thèmes sont passionnants : la question des dynamiques territoriales et celle des fractures sociétales qui peuvent naître si on n'anticipe pas les questions d'intelligence artificielle notamment. Vous parlez dans votre intitulé de transformation des métiers ; non, suppression des métiers.



Il nous faut absolument redéfinir le rôle de l'État. Je pense qu'il doit dire clairement ce qu'il entend exercer lui-même au titre régalien ; en quoi l'État redevient stratège et en quoi il redevient garant. Si le cadre est fixé, nous resterons dans un pays dont on connaît l'ADN mais qui sera capable d'être vraiment beaucoup plus efficace. Je dis cela parce qu'il y a à la fois l'excellence que vous symbolisez mais il y a aussi un point important quand vous dites acteurs du territoire, c'est que nous devons tous lutter partout contre les fractures grandissantes dans notre pays. Je suis président d'une Région où il y a la Métropole lilloise qui se porte mieux que la moyenne régionale mais je suis aussi président d'une Région où il y a Sambre-Avesnois et le bassin minier. Je suis président d'une Région où il y a des gens qui vont bien et d'autres moins bien. Mon rôle est de les rapprocher en veillant en permanence à ce que ces fractures se résorbent. Je pense qu'on voit mieux les réalités en étant sur place. Ce n'est pas un discours contre l'État. Je plaide pour que l'État en région soit beaucoup plus

fort et que la technostructure nationale parisienne soit beaucoup plus faible. J'ai besoin de l'État comme partenaire mais je trouve un État conscient des réalités dans la préfectorale et mes partenaires locaux.

Il y a ensuite la question des moyens. C'est vrai que les Régions depuis la loi de 2015 ont complètement changé. N'ayant plus la clause de compétence générale, on ne se disperse plus. Nous avons la compétence sur les lycées, les transports et l'économie au sens large. Cela nous permet de rentrer sur les questions de formation. Si politiquement, les Régions ne sont plus des naines, fiscalement elles le sont encore. Nous sommes toutefois capables de dégager un certain nombre de marges de manœuvre parce que nous avons su diminuer, pendant les deux premières années, les dépenses de fonctionnement de 240 millions d'euros. Nous sommes capables aujourd'hui de faire des choix politiques.

Ce qui m'intéresse avec les travaux de la Conférence, c'est de savoir comment on peut avoir un temps d'avance. On doit gérer le quotidien mais on doit aussi anticiper. C'est ce que nous faisons avec la troisième révolution industrielle parce que nous avons voulu projeter la région dans l'avenir mais nous devons aussi voir comment cela va se passer sur la question des transformations d'emplois et des suppressions. Je ne peux pas me permettre dans cette région où il y a beaucoup de demandeurs d'emploi d'avoir des bataillons complets de chômeurs supplémentaires qui seront animés soit par le désespoir soit par la colère. Nous devons l'anticiper. Travailler avec les grandes écoles sur un territoire me semble particulièrement important et intéressant.

Que l'on soit davantage partenaire, oui. Je ne tiens pas à prendre la place de l'État mais je suis prêt à ce que les Régions prennent toute leur place en partenariat. Je crois de plus en plus au partenariat public-privé. Je pense que c'est la façon de rénover l'action publique et politique. Cela nous amène à nous convertir davantage aux méthodes du privé c'est-à-dire à la recherche de l'efficacité, la logique de résultats. J'essaie donc de créer un écosystème au nom de l'intérêt général. Je travaille avec tous les acteurs. Je pense qu'il faut définir un nouveau modèle français où l'État est recentré sur ce qu'on attend principalement de lui et où ce sont les partenariats public-privé dans les territoires qui donnent une nouvelle dimension à la notion d'efficacité.

Je suis plutôt quelqu'un d'optimiste mais en ce moment je sens monter un peu partout un vent de colère. Tous ceux qui ont des responsabilités doivent imaginer ce que sera ce modèle français plus efficace mais toujours fidèle à son ADN où on essaie de ne pas vivre les uns à côté des autres, on ne se laisse pas gagner par le séparatisme mais où on est tout de même capable de rassembler les uns et les autres. C'est ce que vous savez faire dans nombre de vos grandes écoles où les parcours sont très diversifiés. Il est temps de prendre conscience des dangers qui nous menacent et peut-être de chercher à être beaucoup plus efficace. Voilà ce que voulait vous dire un politique qui n'est pas du tout dépressif mais qui est conscient qu'il est temps de se remettre en question. Là, je ne parle que pour les politiques.

